

Military Strategy as Public Discourse. America's War in Afghanistan, Tadd SHOLTIS, 2014, coll. Cass Military Studies, Londres, Routledge, 212 p.

Nathalène Reynolds

Volume 45, Number 3, September 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1027573ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1027573ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Reynolds, N. (2014). Review of [*Military Strategy as Public Discourse. America's War in Afghanistan*, Tadd SHOLTIS, 2014, coll. Cass Military Studies, Londres, Routledge, 212 p.] *Études internationales*, 45(3), 488–490.
<https://doi.org/10.7202/1027573ar>

la Suède a dû réduire la portée de l'État-providence, équilibrer son budget, réformer sa fiscalité, donner plus de pouvoirs à ses régions, mais cela se faisait moins en réaction à des pressions extérieures qu'en réponse à des changements de gouvernement et de politique ou, pour ce qui en est de la régionalisation, en réponse à des suggestions de l'Union européenne qu'elle avait rejointe. Il demeure que les gouvernements de droite qui réformèrent l'État-providence étaient influencés et confortés par le néolibéralisme qui avait cours internationalement. L'auteur n'en parle pas, et cela demeure en dehors de son propos.

Quant aux États-Unis, leur cas est très différent de celui des deux autres pays. Leur marché intérieur est immense, leur économie est beaucoup moins dépendante du commerce extérieur, le néolibéralisme ne leur est certainement pas imposé de l'extérieur, la gouvernance économique a toujours été l'affaire des entreprises privées et non de l'État, les normes internationales de la mondialisation ont leur origine chez eux, la mondialisation semble avoir servi leur économie, du moins selon leurs capitalistes et financiers, bien plus qu'elle ne l'a bouleversée.

Ce livre est bien construit, clair et concis. Ses objectifs sont délimités et atteints. Il semble minimiser le rôle ou l'importance de la mondialisation. Mais il ne dit pas combien celle-ci est aussi un phénomène idéologique dont l'influence peut être à la fois *soft* et déterminante. Elle n'a pas besoin d'être imposée pour s'imposer et triompher.

Joseph PESTIEAU
Professeur retraité
Cégep de Saint-Laurent

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Military Strategy as Public Discourse. America's War in Afghanistan

*Tadd SHOLTIS, 2014, coll. Cass
Military Studies, Londres, Routledge,
212 p.*

Le temps n'est plus où le pouvoir politique contrôlait en temps de guerre les nouvelles qui provenaient du front, tandis que la population aux destinées desquelles il présidait se devait d'être fidèle aux thèses qu'il prônait, tout au moins jusqu'à l'annonce d'une éventuelle défaite. Les gouvernants victorieux se paraient aisément de l'aura de sauveurs ; la nation, s'attachant à oblitérer pertes humaines et matérielles, rendait également hommage à l'armée.

Dans l'introduction à son ouvrage intitulé *Military Strategy as Public Discourse. America's War in Afghanistan*, Tadd Sholtis (2014 : 5), lieutenant-colonel au sein des forces aériennes états-uniennes – l'US Air Force –, nous rappelle que « la politique née de la globalisation et le déclin des guerres » qui, traditionnellement, opposaient les États ont fait place à des conflits bien plus complexes. Il est vrai que la tâche des puissances mondiales que l'auteur qualifie de « libérales » est ardue, puisque des concepts qui semblaient jusqu'alors immuables, tels que la guerre, la victoire ou l'ennemi, requièrent une nouvelle définition. Les hommes politiques occidentaux, quelle que soit leur affiliation politique, se sont pour leur part attachés à esquiver un tel débat.

L'apparition récente d'*acteurs non étatiques*, pour tenter de traduire

une expression que les médias francophones empruntent à leurs équivalents anglophones, a remis à l'honneur deux problématiques en terres occidentales. La première a trait à la détermination d'une stratégie viable qui assurerait la victoire (renforçant, au reste, la légitimité du pouvoir politique). La seconde procède des délicates relations que les représentants élus entretiennent avec une armée qui s'en tient, si l'on use d'une expression qui fut longtemps en vigueur en France, à son rôle de *Grande Muette*. Les forces armées se doivent de passer sous silence les questionnements auxquels elles sont confrontées, alors que les stratégies guerrières qu'ont adoptées les décideurs mondiaux, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ont le plus souvent eu des objectifs éminemment idéologiques.

À la suite des récents conflits afghan et irakien dont Washington eut l'initiative, il est un troisième enjeu peut-être plus important que les deux premiers mentionnés ci-dessus : l'exigence de convaincre les opinions nationale et internationale (ou plus exactement – osons, pour notre part, le mot – occidentales) de la justesse de la voie choisie. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, les puissances mondiales, usant d'un messianisme qui avait des relents à tout le moins coloniaux, manièrent avec talent le slogan de l'instauration d'une démocratie universelle qui autoriserait, de surcroît, les femmes musulmanes à se défaire du joug d'un patriarcat archaïque. Elles employèrent d'autres expressions, comme les *frappes chirurgicales*, l'objectif étant de rassurer les populations quant au nombre limité de soldats issus

de leurs rangs qui, favorisant la réalisation militaire de ces *nobles* objectifs, succomberaient.

Se penchant sur un conflit afghan qui a pris les atours d'un sinistre boursier, Sholtis – soumis, il est vrai, au devoir de réserve – passe sous silence les dimensions, pourtant importantes, que nous évoquons dans le paragraphe précédent. Par ailleurs, les récents événements dont l'Irak est aujourd'hui le théâtre augurent mal du bilan de la stratégie que le gouvernement présidé par George W. Bush choisit. La mise en place, en Afghanistan et en Irak, de gouvernements représentatifs stables capables d'y rétablir la paix constitue désormais une préoccupation secondaire. Les puissances mondiales s'inquiètent à juste titre de l'existence, à travers le monde, de foyers qu'elles qualifient de terroristes ; l'objectif de ces derniers est, en tout état de cause, de semer la terreur par des actions spectaculaires qui viseraient les populations civiles, en particulier celles des pays industrialisés.

Titulaire d'un doctorat en stratégie militaire de l'*Air University* états-unienne, l'auteur envisage l'étude des discours stratégique, opérationnel et, enfin, tactique. Il accorde une place toute particulière à la *narration* (pour tenter de rendre, en langue française, une méthode que les écoles de pensée anglophones affectionnent). En effet, la *narration* de ce qui fut, d'après l'expression adoptée par les États-Unis, une « *counterinsurgency warfare* » (une guerre qui visait à faire face à une insurrection) représenta l'une des préoccupations majeures du gouvernement, mais également des forces armées des États-Unis. Grâce au soutien (d'aucuns diraient la

complicité) des médias occidentaux, la Maison-Blanche parvint cependant à cantonner dans les limites de l'acceptable le débat sur la légitimité de la stratégie nationale et internationale en territoire afghan. Le portrait d'un dangereux ennemi fut habilement dressé, les souffrances au sein de la population civile afghane – déshumanisée – minimisées, voire occultées, les pertes occidentales vivement déplorées.

Tadd Sholtis insiste, à juste titre, sur le rôle fondamental de l'élite, laquelle est traversée par divers courants ; aussi le pouvoir politique se doit-il de la ménager, maniant avec tact transparence et censure ; il permet ainsi à l'élite ou plutôt aux élites de s'assurer de la validité des thèses officielles et éventuellement d'y adhérer. Délicat exercice, du reste, puisque le succès militaire repose sur l'effet de surprise.

Le conflit afghan, c'est une lapalissade, est complexe. L'espace nous manque pour traiter de divers aspects de la contribution à la réflexion d'un auteur un peu particulier, puisqu'il est issu des rangs de l'armée américaine. Il nous faut donc nous contenter de renvoyer le lecteur à l'ouvrage que nous avons ici évoqué.

Nathalène REYNOLDS
Sustainable Development Policy Institute
Islamabad, Pakistan

Iranian Foreign Policy since 2001. Alone in the World

Thomas JUNEAU et Sam RAZAVI,
 2013, New York, NY, Routledge, 232 p.

Avec l'élection d'un nouveau président en Iran et la signature d'un accord historique sur la normalisation de son

programme nucléaire, l'avenir dira peut-être si l'année 2013 aura marqué le début d'une nouvelle période pour déchiffrer et expliquer la politique étrangère de ce pays. En dépit de ces événements, l'ouvrage collectif dirigé par Thomas Juneau et Sam Razavi reste pertinent et d'actualité. En fait, il répond à la complexité des relations internationales de l'Iran depuis 2001 et déboulonne les mythes ainsi que les idées reçues dont la République islamique fait trop souvent l'objet dans les débats publics. Cet ouvrage suscitera l'attention de lecteurs intéressés par les enjeux de sécurité de la région du « Moyen-Orient », par l'économie politique internationale de l'Iran, par la conduite des relations internationales contemporaines et, évidemment, de ceux qui cultivent un intérêt général pour l'analyse et l'étude de la politique étrangère.

En premier lieu, l'ouvrage de Juneau et Razavi évite deux pièges qui sont invariablement tendus aux ouvrages tirés d'une conférence : la redondance et le manque d'unité. Ces deux analystes du gouvernement canadien proposent en introduction un fil conducteur s'inscrivant dans la tradition réaliste des théories en relations internationales. Ils s'opposent de la sorte à la thèse selon laquelle l'Iran ne serait pas un État rationnel ou encore « normal » (p. 9-10), comme le discours antisioniste serait non pas un acte idéologique, mais une action calculée (p. 120-122).

Ce fil conducteur n'empêche pas pour autant les contributeurs à l'ouvrage d'adopter des perspectives qui dépassent l'orthodoxie de cette approche en décryptant la culture stratégique, les idées politiques et les